

<http://helene.lipietz.net/spip.php?article126>



Pour l'allocation libre choix vacances

- Archives - Les campagnes électorales - Législatives 2007 : la campagne - Réponses aux syndicats, associations et autres -



Date de mise en ligne : vendredi 8 juin 2007

Copyright © Hélène Lipietz - Tous droits r eserv es

Il est de la responsabilité collective de mettre en oeuvre les politiques d'aides au départ en Vacances pour les jeunes, avec la garantie de l'État, afin d'assurer une réelle cohésion et une véritable mixité sociale et de lutter contre cette injustice sociale que constitue l'absence de rêve pour 25 % des enfants et des jeunes.

Un collectif d'associations a lancé un appel aux élus pour le départ en vacances familiales ou collectives de tous les enfants et de tous les adolescents, en revendiquant une « aide vacances » de 200 Euros.

La question

LA PLATE-FORME POUR LE DEPART EN VACANCES DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS

Combs la Ville, le 31 mai 2007

Madame Hélène LIPIETZ Candidat aux élections législatives

Objet : Appel pour le départ en vacances de tous les enfants et tous les adolescents

Madame LIPIETZ,

En décembre 2006, cinquante trois associations nationales : organisateurs de vacances collectives ou familiales, syndicats, associations familiales, représentants des parents d'élèves, acteurs de la solidarité, se sont associées en plateforme pour combattre l'exclusion que constitue le non départ des enfants et des adolescents. Acteurs du champ social, ces organismes partagent tous la revendication du droit aux vacances pour les enfants et les adolescents et lancent un "Appel aux élus pour le départ en vacances de tous les enfants et de tous les adolescents".

Début juillet devrait se tenir la Conférence de la famille 2007 consacrée aux temps périscolaire et extrascolaire. Au même moment, en France, 25 % des enfants et des adolescents ne partiront pas cette année en vacances. Deux millions d'entre eux ne se déplaceront pas au moins une nuit, ni un week-end.

Il est de la responsabilité collective de mettre en oeuvre les politiques d'aides au départ, avec la garantie de l'État, afin d'assurer une réelle cohésion et une véritable mixité sociale et de lutter contre cette injustice sociale. C'est ce que nous demandons dans l'appel aux élus pour le départ en vacances familiales ou collectives de tous les enfants et de tous les adolescents, en revendiquant une « aide vacances » de 200 Euros.

Cette mesure a obtenu le consensus du deuxième groupe de travail préparatoire à la Conférence de la famille 2007 et figure en tête de ses propositions sous l'intitulé "allocation libre choix vacances". Lors de la remise des rapports de travaux préparatoires à la Conférence de la famille 2007, le 10 avril, monsieur le ministre de la Santé et des Solidarités, Philippe Bas soutient huit « pistes intéressantes ». Parmi elles, « l'allocation libre choix vacances » est retenue. Le lendemain, le conseil des ministres n'en cite plus que sept, "l'allocation libre choix vacances" n'apparaît

plus. Cette proposition constitue une réponse au non départ des enfants. Nous souhaitons qu'elle figure parmi celles qui seront présentées lors de la prochaine conférence de la famille, en début d'été.

De plus, les deux candidats finalistes aux élections présidentielles ont apporté leur soutien à cette proposition.

Aujourd'hui, nous sollicitons votre soutien pour que "l'allocation libre choix vacances" soit proposée au Parlement, dans le cadre de la Conférence de la famille, ou par l'intervention d'un groupe de députés. Elle permettrait ainsi de lutter contre cette exclusion qui touche les enfants et leur famille.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Madame LIPIETZ, l'expression de mes sincères salutations.

Membre de la plate-forme pour le départ en vacances des enfants et des adolescents

Ma réponse

Les vacances c'est pas un luxe, pour les adultes et encore moins pour les enfants et les jeunes ! C'est une victoire arrachée grâce au Front populaire au patronat dont les femmes et les enfants partaient en vacances... Parce que la droite ce n'est pas la Gauche et que seule la Gauche a compris que le travail n'est pas la seule activité digne de l'intérêt de l'Etat. La droite en est restée à « travailler plus pour gagner plus ».

Et ceux qui ne travaillent pas parce qu'il n'y a pas de travail, plus de travail ? Ils n'ont pas droit aux vacances ?

Et leur enfants qui n'ont pas encore d'obligation de travailler, (à quand le retour à la scolarité obligatoire que jusqu'à 14 ans, voire 12 ans ?), ils n'ont pas droit aux vacances ?

Au Conseil régional, je me bats au sein de la commission politique de la Ville pour que les [aides aux associations](#) qui permettent aux enfants de rêver et de s'évader durant les vacances soient renforcées.

Alors oui, dix fois oui à une « l'allocation libre choix vacances » sous forme d'un chèque à remettre aux professionnels des vacances (associations, CCAS ou autres), dont le montant pourrait être abondé par des employeurs ou des collectivités publiques afin que le droit aux vacances ne soit pas transformé en nourriture par les familles qui n'ont souvent que le strict minimum vital.

Vivent les vacances !